

Pouvoir adjudicateur : UGECAM PACA CORSE
Siège : 42 Boulevard de la Gaye 13009 Marseille

Service Marchés publics :
IUR Valmante – BP 83
42 boulevard de la Gaye
13275 Marseille cedex 9

Appel d'offres ouvert*

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

« Approvisionnement et livraison de fournitures techniques destinées à l'entretien et à la maintenance des installations Pour les établissements de l'UGECAM Paca Corse »

Référence : marché n° 2025.30

* Etabli en application du Code de la Commande Publique et selon les termes de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des organismes de sécurité sociale

Sommaire

Sommaire	2
1- Un groupe régional de 26 établissements et un seul pouvoir adjudicateur	5
2 – Une mission de service public	5
3 – Les publics accueillis	6
Article 1 – Objet du marché	8
1.1 – Objet et procédure	8
1.2 - Décomposition du marché (allotissement)	8
1.3 - Durée du marché et modalités de reconduction	9
1.4 – Indication des montants/quantités	10
1.5 - Variantes imposées	10
1.6 - Options – Prestations Supplémentaires Eventuelles	10
1.7 – Sous-traitance.....	11
1.8 – Entreprises groupées.....	11
Article 2 – Documents contractuels	11
2.1 – Pièces particulières.....	11
2.2 – Pièces générales	12
2.3 – Pièces à remettre au titulaire – Notification du marché – Cession ou nantissement de créances générales	12
2.5 - Dispositif de vigilance (article D8222-5 du Code du travail)	13
Article 3 – Délais d’exécution	13
3.1 – Délais d’exécution des bons de commande	13
3.2 – Prolongation du délai d’exécution	14
Article 4 – Correspondants de l’UGECAM PACA et Corse	14
4.1 – Services administratifs.....	14
4.2 – Services utilisateurs	16
Article 5 – Conditions générales d’exécution	17
5.1 – Conditions d’exécution des prestations	17
5.2 – Désignation d’un référent	18
5.3 – Identification du personnel	18
5.4 – Respect des consignes.....	18
5.5 – Obligation de résultat.....	19
5.6 – Passation de commande	19
5.7 – Modalités de livraison	20

5.8 – Reprise et échange de produits livrés	21
5.9 – Clause limitative d'exclusivité pour les achats de faible montant	22
5.10 – Clause limitative suite à défaut d'exécution	22
Article 6 – Réunions au cours de l'exécution	22
6.1 – Réunion de « lancement de marché ».....	22
6.2 – Réunion de synthèse de démarrage.....	22
6.3 – Réunion de suivi d'exécution.....	23
6.4 – Procès-verbal de réunion	23
Article 7 – Stockage, emballage, transport et gestion des déchets	23
Article 8 – Opérations de vérification et admission	24
8.1 – Vérification- Admission-Transfert	24
8.2 – Constat d'exécution du service	25
Article 9 – Garantie.....	25
Article 10 – Modalités de détermination des prix.....	26
10.1 – Répartition des paiements	26
10.2 – Contenu des prix.....	26
10.3 – Modalités de variation des prix	26
Article 11 – Avance.....	28
Article 12 – Remboursement de l'avance	29
Article 13 – Acomptes et paiements partiels	29
Article 14 – Paiement et établissement de la facture	29
14.1 – Mode de règlement.....	29
14.2 – Présentation des demandes de paiement auprès de Chorus Pro	29
14.3 – Format des demandes de paiement.....	31
14.4 – Intérêts moratoires.....	31
Article 15 – Dispositions applicables en cas de titulaires étranger	32
Article 16 – Pénalités	32
Article 17 – Comité consultatif de règlement amiable des différends	34
Article 18 – Résiliation.....	35
18.1 – Résiliation pour évènement liés au marché	35
18.2 – Résiliation pour motif d'intérêt général.....	35
Article 19 – Clause de réexamen.....	36
Article 20 – Clause environnementale	37
Article 21 – Confidentialité.....	38

21.1 – Confidentialité des échanges dans le cadre du marché	38
21.2 – Confidentialité des données.....	38
Article 22 – Assurances	39
Article 23 – Obligations du titulaire	39
Article 24 – Modification dans la situation du titulaire.....	40
Article 25 – Evaluation de la prestation	41
Article 26 – Dispositions spécifiques à une situation sanitaire grave	41
Article 27 - Dérogations.....	43

Partie 1 - Préambule – Présentation de l'organisme

Avec plus d'1 milliard de chiffre d'affaires, l'**Union pour la Gestion des Etablissements des Caisses d'Assurance Maladie** est le 1er opérateur de santé privé non lucratif, particulièrement impliqué dans les domaines des soins de suite et de réadaptation (10% de l'offre nationale en rééducation fonctionnelle, 7% des Soins de Suite) et le secteur médico-social (17% de la réinsertion professionnelle des travailleurs handicapés). Le **GROUPE UGECAM** compte 225 établissements, 14 500 lits et places, 13 500 professionnels en France.

Ses missions se résument en 3 points :

- **Soigner, rééduquer** : le GROUPE UGECAM soigne et rééduque toute personne en perte d'autonomie ou en situation de handicap, quel que soit son âge.
- **Réinsérer** : pour les personnes isolées par le handicap ou la maladie, le GROUPE UGECAM développe des programmes de réinsertion dans la vie dite ordinaire (dont la réinsertion professionnelle).
- **Accompagner au quotidien** : le GROUPE UGECAM prend en charge les personnes âgées dépendantes et les personnes en situation de handicap lourd (physique ou mental), ayant besoin de soins à vie, au quotidien, dans des structures adaptées.

1- Un groupe régional de 26 établissements et un seul pouvoir adjudicateur

L'UGECAM PACA et CORSE se compose de 26 établissements de soins développant soit des activités de soins de suite et de réadaptation fonctionnelle soit des activités médico-sociales orientées sur la prise en charge des enfants, adolescents ou adultes handicapés.

Ses objectifs principaux sont d'accompagner au niveau régional, les établissements de santé appartenant au réseau de l'assurance maladie dans la gestion de leurs orientations stratégiques, de leur patrimoine et de leurs ressources. Répartis sur les départements des Alpes de Haute Provence, Hautes-Alpes, Bouches du Rhône, Alpes Maritimes, Var et Vaucluse, les établissements comptent environ 1740 salariés, 2300 usagers et 1556 lits.

Deuxième poste de dépense des établissements après celui de la masse salariale, les achats sont centralisés au siège social, avec trois objectifs principaux; redonner une marge de manœuvre financière aux établissements, garantir la satisfaction des clients internes et la bonne prise en charge des résidents et patients en respectant la réglementation encadrant les marchés publics. La cellule achats-marchés pilote l'ensemble du processus achat pour respecter ces objectifs.

2 – Une mission de service public

Organisme privé à but non lucratif, le GROUPE UGECAM assure une mission de service public bâtie sur les valeurs fondatrices de l'Assurance Maladie : égalité, solidarité, accessibilité.

- Un accès aux soins ouvert à tous, sans discrimination : le GROUPE UGECAM prend en charge ses patients, sans considération sociale, familiale ou financière. Il veille à maintenir l'égalité d'accès à tous.
- Des soins conventionnés : les soins sont pratiqués sans dépassement d'honoraires.
- Une proximité valorisée : dans un souci d'efficacité et de qualité, le GROUPE UGECAM se positionne au plus près des populations pour garantir, suivre et anticiper leurs besoins.
- Une prise en charge personnalisée : le GROUPE UGECAM axe son développement sur la prise en charge de la personne dans son intégralité. Grâce à la mise en commun des compétences des professionnels de santé et de l'action sociale, tous les aspects qui participent à la réinsertion sont pris en compte : médicaux, familiaux, financiers, professionnels...

3 – Les publics accueillis

- **Enfants et adolescents:** l'UGECAM PACA Corse réunit, autour de l'enfance et de l'adolescence, une expertise à la fois médicale, psychologique, éducative et sociale ;

⇒ Troubles du comportement : les enfants souffrent de troubles du développement, du comportement ou de déficiences intellectuelles diverses comme le trouble du spectre autistique. Ils ont donc besoin de prises en charges spécifiques.

⇒ Polyhandicaps : les enfants et adolescents présentent une déficience mentale et motrice sévère qui limitent leur autonomie dans la vie quotidienne.

- **Adultes**

Les établissements de l'UGECAM PACA-Corse accueillent des adultes, sans distinction d'âge ou de sexe et nécessitant des soins de rééducation et/ou de réadaptation, de formation avant leur retour dans leur lieu de vie habituel ou / professionnel.

- **Personnes âgées dépendantes**

Le Centre Médical Le Cousson (Digne) propose une Unité Cognitivo-Comportementale dont l'objectif est d'accueillir les personnes souffrant de la maladie d'Alzheimer ou de pathologies approchantes.

La mission première de cette unité qui couvre les Alpes de Haute-Provence et les Hautes-Alpes, est d'effectuer une rééducation cognitive afin de stabiliser voire réduire les troubles du comportement après une crise.

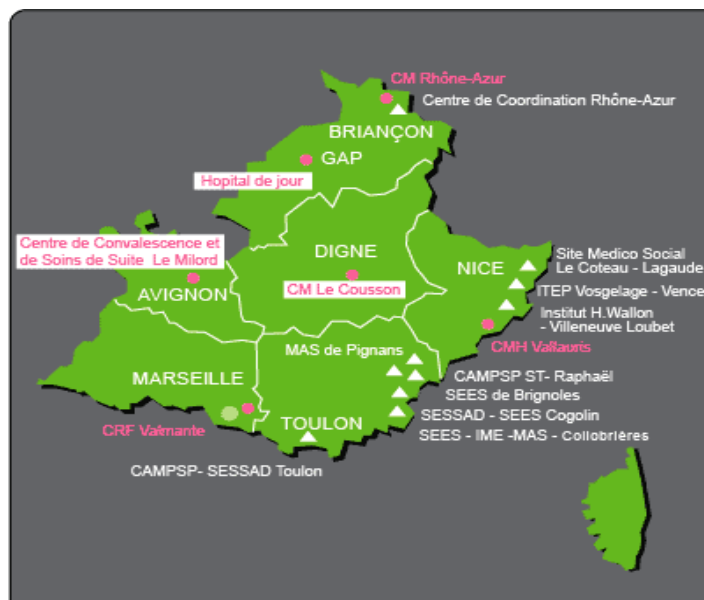
Grâce à un programme individualisé, l'équipe pluridisciplinaire propose une prise en charge adaptée et évalue la faisabilité des différentes solutions envisagées après la sortie.

- **Personnes handicapées en reconversion professionnelle**

L'UGECAM PACA Corse est un acteur reconnu du reclassement social et professionnel des travailleurs handicapés à la recherche d'un emploi ou en reconversion professionnelle.

Les établissements sur Briançon et la Gaude, connus et reconnus, accueillent des demandeurs d'emploi handicapés jeunes et adultes, afin de leur offrir des solutions aux problématiques d'orientation, de formation, d'insertion et d'accompagnement à l'emploi.

Voici une présentation de l'implantation géographique des Etablissements :



Partie 2 - Dispositions générales

Article 1 – Objet du marché

1.1 – Objet et procédure

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent les prestations ci-dessous désignées : « Approvisionnement et livraisons de fournitures techniques destinées à l'entretien et à la maintenance des installations pour les établissements de l'UGECAM PACA CORSE ».

La référence interne du marché est le marché n° 2025.30

La consultation est passée selon :

- La procédure d'Appel d'offres ouvert européen en application de l'article L 2124-1 et R 2124-2 du Code de la Commande Publique ;
- Les dispositions relatives à l'accord-cadre mono attributaire à bons de commande régi par les articles L 21215-1 et R 2162-1 à R 2162-14 du Code de la Commande Publique.

Le présent marché a pour objectifs principaux de :

- Garantir la fourniture de produits ; cet objectif implique de la part des Titulaires, le strict respect des engagements de qualité des produits, ainsi que le respect des normes et réglementations en matière de fourniture de tous les types de matériels et accessoires destinées à l'entretien et à la maintenance des installations des établissements de l'UGECAM PACA CORSE ;
- La continuité du service ; cet objectif implique de la part des Titulaires, la sécurisation des sources d'approvisionnements, le respect des délais de livraison et le cas échéant la recherche de solutions palliatives en cas de rupture de stock ou de survenance de circonstances rendant l'exécution de la prestation difficile (traçabilité et reporting).
- La gestion et le suivi commercial par le Titulaire des commandes de l'UGECAM PACA CORSE.

Ces objectifs impliquent la prise en compte du statut des établissements de l'UGECAM PACA CORSE, établissements sanitaires et médico-sociaux accueillant des publics vulnérables.

De ce fait, il est demandé aux Titulaires une vigilance quant à la bonne exécution du présent marché.

Les soumissionnaires devront en tenir compte dans la présentation de leur offre et le Titulaire s'engagera à accompagner les membres du groupement de commandes, de façon active pour atteindre ces objectifs.

1.2 - Décomposition du marché (allotissement)

Le marché est composé de 5 lots :

- Lot 1 Matériels électriques
- Lot 2 Matériels de quincaillerie et autres petits matériels d'outillage
- Lot 3 Matériels de plomberie

- Lot 4 Matériels de serrurerie
- Lot 5 Matériels de peinture

Nota : Possibilité de présenter une offre pour un, plusieurs ou l'ensemble des lots.

La liste des fournitures, objets du présent marché, figure dans l'annexe financière.

Les quantités annuelles figurant au Détail quantitatif estimatif n'ont pas de valeur contractuelle et sont données à titre indicatif.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de commander, à titre accessoire, dans le cadre du marché des matériels de même nature, similaires ou associés et faisant l'objet d'une remise consentie sur le tarif de l'année du Titulaire.

Les prix appliqués au bordereau de prix sont contractuels et fermes la première année. Concernant les autres fournitures, elles sont réglées par application du prix unitaire figurant au barème de prix de vente du Titulaire (catalogues en vigueur du fournisseur), affecté de la remise consentie dans l'annexe financière. Le pourcentage de remise est ferme pendant la durée du marché. Cependant, le Titulaire pourra proposer, en cours de marché, des pourcentages de remise plus importants (offres promotionnelles...).

Promotion : en cours d'exécution du marché, quand le Titulaire appliquera des promotions sur son catalogue, ces promotions doivent être appliquées au pouvoir adjudicateur lorsque le prix promotionnel sera inférieur aux conditions du marché. Dans ce cas, le caractère promotionnel des prix devra apparaître explicitement sur la facture ou le relevé mensuel.

Pour la bonne exécution du marché, le prestataire met à la disposition de chaque Pôle de l'UGECAM un catalogue actualisé (au format dématérialisé et au format papier en fonction des souhaits du site) sur lequel apparaît l'ensemble des références et des tarifs des articles commercialisés par le prestataire au public.

La description des fournitures et/ou prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et dans l'annexe financière (BPU/DQE).

1.3 - Durée du marché et modalités de reconduction

Le marché prendra effet à compter de sa date de notification pour une période de 1 an à l'issue de laquelle il sera renouvelé par période identique par tacite reconduction 3 fois, par la Personne Publique.

En cas de non reconduction, le titulaire sera prévenu dans un délai de 3 mois avant la fin du marché.

Le titulaire du marché ne pourra pas refuser la reconduction.

Le titulaire de l'accord-cadre ne pourra prétendre à aucune indemnité en cas de non reconduction de l'accord-cadre.

Dans l'hypothèse où le marché ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme.

1.4 – Indication des montants/quantités

Le marché est un marché à prix unitaires au regard des éléments renseignés dans l'annexe financière (partie BPU).

En application des articles L 2125-1 et R 2162-1 à R 2162-14 du Code de la Commande Publique, le marché est à bons de commande sans minimum et avec un maximum pour tous les lots sur la durée totale du marché comme suit :

LOTS	ESTIMATION ANNUELLE	MONTANT MINIMUM DE COMMANDES ANNUEL	MONTANT MAXIMUM DE COMMANDES ANNUEL
LOT 1 : Matériels électriques	85 000 euros HT	<i>Sans minimum</i>	450 000 euros HT
LOT 2 : Matériels de quincaillerie et autres matériels d'outillage	20 000 euros HT	<i>Sans minimum</i>	250 000 euros HT
LOT 3 : Matériels de plomberie	58 000 euros HT	<i>Sans minimum</i>	350 000 euros HT
LOT 4 : Matériel de serrurerie	3 400 euros HT	<i>Sans minimum</i>	40 000 euros HT
LOT 5 : Matériel de peinture	40 000 euros HT	<i>Sans minimum</i>	250 000 euros HT

Le montant minimum correspond à l'engagement de l'acheteur d'effectuer des commandes à concurrence de ce montant.

Le montant maximum correspond à l'engagement du titulaire d'honorer les commandes passées par le pouvoir adjudicateur à concurrence de ce montant.

1.5 - Variantes imposées

Au regard des articles R2151-8 à R2151-11 du Code de la Commande Publique :

Les variantes ne sont pas autorisées.

1.6 - Options – Prestations Supplémentaires Eventuelles

Le marché ne comprend pas de prestations supplémentaires éventuelles.

1.7 – Sous-traitance

Seuls, les marchés publics de travaux, de services ou les marchés industriels peuvent être partiellement sous-traités (article 3.6 du CCAG FCS).

Le Titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par l'acheteur (article 3.6.2 du CCAG FCS).

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondant est possible en cours de marché selon les modalités définies par les articles L 2193-1 à 14 et R 2193-1 à 41 du Code de la Commande Publique, qui régissent les dispositions relatives à la sous-traitance.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (article 41.1 e) du CCAG FCS).

1.8 – Entreprises groupées

Le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard de la personne publique jusqu'à la date à laquelle ces obligations prennent fin. Le mandataire représente, jusqu'à la date ci-dessus, l'ensemble des entrepreneurs conjoints, vis-à-vis du représentant de l'acheteur pour l'exécution du marché.

Il assure, sous sa responsabilité, la coordination de ces entrepreneurs.

Dans le cas d'entrepreneurs groupés solidaires, si le marché ne désigne pas l'entrepreneur mandataire, celui qui est énuméré le premier dans l'acte d'engagement est le mandataire des autres entrepreneurs. En l'absence de désignation d'un remplaçant au mandataire défaillant par les autres membres du groupe, sous un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le cocontractant dont la part financière des prestations restant à exécuter est la plus importante devient le nouveau mandataire (article 3.5.4 du CCAG FCS).

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire et à ses cotraitants.

Article 2 – Documents contractuels

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante.

2.1 – Pièces particulières

Conformément à l'article 4.1 des CCAG FCS 2021, les pièces particulières prévalent dans l'ordre de priorité suivant :

- L'acte d'engagement et l'annexe financière
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières dont l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi ;

- Cahier des clauses techniques particulières (CCTP);
- L'offre technique du prestataire
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;

Par dérogation à l'article 4.1 des CCAG FCS 2021, sont aussi fournies les pièces suivantes :

- Le catalogue public du titulaire, catalogue applicable à l'ensemble de sa clientèle
- Les bons de commande
- Les PV de réunions

Seuls les exemplaires gardés dans les archives de l'administration font foi.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Les clauses générales de vente habituellement utilisées dans les relations contractuelles du fournisseur ne sont pas applicables au présent marché.

2.2 – Pièces générales

- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics de fournitures courantes et de services (approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021)
- Le Code de la Commande Publique
- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant règlement sur les marchés des organismes de sécurité sociale
- Les réglementations et normes homologuées en vigueur

Les textes applicables sont ceux en vigueur au 1er jour du mois qui précède la date limite de réception des offres. Les pièces générales réputées connues du titulaire font partie intégrante du marché quoique n'étant pas jointes au dossier.

2.3 – Pièces à remettre au titulaire – Notification du marché – Cession ou nantissement de créances générales

Le montant maximum de la créance que le titulaire peut céder ou donner en nantissement correspond au montant du marché diminué du montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG, la notification du marché comprend les pièces :

- Acte d'engagement,
- Le bordereau des prix

En cas de groupement, la notification du marché sera envoyée au mandataire.

Conformément à l'article R2191-46 du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur remet au titulaire à **sa demande** soit une copie de l'original du marché revêtue d'une mention dûment signée, par lui, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché, soit un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie.

La demande de nantissement ou de cession de créances devra être adressée au service des marchés publics de l'UGECAM PACA et CORSE :

Service des marchés publics

IUR Valmante – BP 83

42 boulevard de la Gaye

13275 Marseille cedex 9

@ : mp.ug-pacac@ugecam.assurance-maladie.fr

2.5 - Dispositif de vigilance (article D8222-5 du Code du travail)

Le Titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>

La plateforme précitée pourra être modifiée à tout moment par l'acheteur et il pourra être demandé au Titulaire d'envoyer ses attestations sur un autre support ou une autre adresse courriel.

Article 3 – Délais d'exécution

3.1 – Délais d'exécution des bons de commande

Délais d'exécution du bon de commande : part de sa date de notification, sauf mention spéciale, laquelle dérogera à l'article 13.1.2 du CCAG FCS.

Les commandes sont faites au fur et à mesure des besoins par bons de commande

La personne habilitée à signer les bons de commande est : Le Directeur de l'établissement ou son délégataire.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG FCS, lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché.

L'exécution des bons de commande ne pourra excéder 6 mois après la date de fin du marché (AOO).

La transmission des bons de commandes pourra être effectuée à partir des différents modes de passation de commandes listés dans le CCTP du présent marché.

3.2 – Prolongation du délai d'exécution

Lorsque le Titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait de l'acheteur ou du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel (article 13.3.1 du CCAG FCS).

Le Titulaire s'engage à faire une proposition alternative conforme au CCAP, pour donner satisfaction au pouvoir adjudicateur et exécuter les prestations.

Pour bénéficier de cette prolongation, le Titulaire signale à l'acheteur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de quinze (15) jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze jours. Il indique, par la même demande, à l'acheteur la durée de la prolongation demandée (article 13.3.2 du CCAG FCS).

L'acheteur dispose d'un délai de quinze jours (15), à compter de la date de réception de la demande du Titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai (article 13.3.3 du CCAG FCS).

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation (article 13.3.4 du CCAG FCS).

Néanmoins, si cette prolongation expose le pouvoir adjudicateur à des conséquences négatives quant à son fonctionnement (obligation de continuité du service public), la prolongation pourra être refusée ou conditionnée par la mise en place d'une solution alternative du Titulaire sans frais supplémentaire. A défaut, le pouvoir adjudicateur peut recourir à un prestataire de son choix selon les modalités décrites ci-dessous.

Article 4 – Correspondants de l'UGECAM PACA et Corse

4.1 – Services administratifs

SERVICE DES MARCHES PUBLICS	
Adresse Service Marchés Publics	IUR Valmante – BP 83 42 boulevard de la Gaye 13275 Marseille cedex 9 Email : mp.ug-pacac@ugecam.assurance-maladie.fr
Secrétariat Service Marchés Publics	Email : mp.ug-pacac@ugecam.assurance-maladie.fr

Acheteur Public régional	Camille FERNANDES Téléphone : 04 88 22 86 70 Email : camille.fernandes@ugecam.assurance-maladie.fr Email : mp.ug-pacac@ugecam.assurance-maladie.fr
---------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

SERVICE DES ACHATS

P R O V E N C E	IUR Valmante 42 Boulevard de la Gaye BP83 13275 Marseille cedex 9 CSSR Le Mylord Pôle de Santé de Carpentras 30 Rond-Point de l'amitié 84200 CARPENTRAS CENTRE MEDICAL « Le Cousson » Route de Nice 04 000 DIGNE LES BAINS	<u>En charge de la passation des bons de commande :</u> M. TOUITOU Lionel Gestionnaire des Achats Tél : 04 88 22 86 71 lionel.touitou@ugecam.assurance-maladie.fr	<u>En charge de la réception / vérification des factures :</u> M. MELKA Nathaniel Technicien acheteur Tél : 04 88 22 86 59 nathaniel.melka@ugecam.assurance-maladie.fr
V A R & C O R S E	CENTRE JEAN ITARD Quartier « La Rode » 83 610 COLLOBRIERES MAS BASTIA Route d'Agliani 20200 CORSE	<u>En charge de la passation des bons de commande :</u> M. RASCAO Serge Gestionnaire des Achats Tél : 04 94 13 55 66 serge.rasciao@ugecam.assurance-maladie.fr	<u>En charge de la réception / vérification des factures :</u> Mme ARIZZI Floriane Technicien acheteur Tél : 04 94 13 55 53 Floriane.arizzi@ugecam.assurance-maladie.fr
A L P E S	CENTRE HELIO MARIN de Vallauris 1090 voie Julia - B P. 169 06 220 VALLAURIS CENTRE HENRI WALLON Chemin des hautes Ginestières 06 270 VILLENEUVE LOUBET	<u>En charge de la passation des bons de commande :</u> Mme DEROEUX Adeline Gestionnaire des Achats Tél : 04 92 02 53 45 adeline.deroeux@ugecam.assurance-maladie.fr	<u>En charge de la réception / vérification des factures :</u> Mme POLGE Anaïs Technicien acheteur Tél : 04 92 02 53 21 anaïs.polge@ugecam.assurance-maladie.fr
M A R I T I	ITEP VOSGELEDE 1028, chemin de Vosgelade 06 140 VENCE CRP LE COTEAU		

M E S	RD 118 lieu-dit « le plan du bois » Route de Saint Laurent 06 610 LA GAUDE		
A L P E S	<p>CENTRE DE COORDINATION RHONE AZUR 2 avenue Georges Pompidou 05 100 BRIANCON</p> <p>CENTRE MEDICAL RHONE AZUR Chemin des peupliers Lieux dit les Aurouzes 05 000 GAP</p> <p>CENTRE MEDICAL RHONE AZUR 2 Avenue Adrien Daurelle, 05100 Briançon</p>	<p><u>En charge de la passation des bons de commande :</u></p> <p>M. GUILLOT Serge Gestionnaire des Achats Tel : 04 86 99 11 89 serge.guillot@ugecam.assurance-maladie.fr</p>	<p><u>En charge de la réception / vérification des factures :</u></p> <p>Mme BOUNOUS Evelyne Technicien acheteur tel : 04 86 99 11 85 evelyne.bounous@ugecam.assurance-maladie.fr</p>

SERVICE TRAITEMENT DES FACTURES

Adeline DEROEUX
Responsable achats
Téléphone : 04 92 02 53 25
@ : adeline.deroeux@ugecam.assurance-maladie.fr

SERVICE COMPTABILITE

Christelle PRUVOST
Responsable comptable
Téléphone : 04 92 02 53 31
@ : christelle.pruvost@ugecam.assurance-maladie.fr

4.2 – Services utilisateurs

SERVICE MAINTENANCE / TRAVAUX / SECURITE

**Service Maintenance
MARSEILLE**

Responsable maintenance de Marseille:
M. GAMBRA Denis
Téléphone : 04 88 22 86 22
Email : denis.gambra@ugecam.assurance-maladie.fr

Service Maintenance DIGNE(04) et CARPENTRAS (84)	M. CAUPIN Sébastien 04 88 84 70 14 sebastien.caupin@ugecam.assurance-maladie.fr
Service Maintenance VAR	Responsable maintenance des sites du VAR: M. BIANCO Stéphane Téléphone : 04 94 13 57 22 – 07 81 25 07 61 Email : stephane.bianco@ugecam.assurance-maladie.fr
Service Maintenance ALPES MARITIMES	Responsable adjoint maintenance du Centre Hélio Marin : M. LEJEUNE DUTTO Pierre Téléphone : 06 85 35 93 97 / 04 92 95 31 22 Email : pierre.lejeune@ugecam.assurance-maladie.fr Responsable adjoint maintenance du site HENRI WALLON : M. MORANGE Jean Pierre Téléphone : 06 31 74 37 89 / 04 92 95 30 81 Email : jean-pierre.morange@ugecam.assurance-maladie.fr
Service Maintenance HAUTES ALPES	Responsable maintenance des sites des Hautes Alpes M. LEMAITRE Philippe Téléphone : 04 86 99 14 48 ou 06 37 15 40 89 Email : philippe.lemaitre@ugecam.assurance-maladie.fr

Article 5 – Conditions générales d'exécution

5.1 – Conditions d'exécution des prestations

Une attention toute particulière devra être portée par le Titulaire sur le respect des délais d'exécution stipulés dans le C.C.T.P.

Attention : les Etablissements suivants sont ouverts 210 jours par an :

Dans le VAR :

SEES et SESSAD LA BASTIDE COGOLIN
CAMPS SAINT RAPHAEL
SEES LE CIGALON BRIGNOLES
SESSAD LES PIERIDES et SEES LES FARFADETS LA VALETTE
CAMSP TOULON

Dans les ALPES MARITIMES:

VOSGELADE
LA GAUDE
HENRI WALLON

5.2 – Désignation d'un référent

L'entreprise titulaire devra dès la notification du marché désigner une personne physique responsable pour la représenter vis-à-vis de la Personne Publique pour tout ce qui concerne l'exécution du marché. Son identité sera communiquée à l'acheteur et tout changement sera également immédiatement communiqué à l'acheteur.

5.3 – Identification du personnel

Le Titulaire précisera à l'établissement, dans le cadre de sa soumission, la qualification professionnelle des différents personnels intervenant dans le cadre du marché.

Les personnels pressentis, tels qu'indiqués dans le mémoire technique, devront être ceux présents effectivement lors de la réalisation des prestations.

Si au cours de la durée du marché l'un des intervenants n'était plus en mesure d'assurer les prestations, prévues contractuellement, le Titulaire est tenu d'avertir l'acheteur dès que possible. Il est alors tenu de proposer un remplaçant disposant d'une compétence et d'une expérience similaires, et de transmettre le Cv du personnel remplaçant.

Les personnels du Titulaire intervenant sur les sites seront porteurs d'une carte professionnelle.

5.4 – Respect des consignes

Le Titulaire est seul responsable de l'organisation du travail du respect des consignes (de sécurité, d'accès, etc...) de ses personnels. Est désigné par personnels du Titulaire, dans cet article, l'ensemble des personnels relevant du titulaire au titre du présent contrat, qu'il s'agisse de son personnel ou de celui de ses cotraitants et/ou de ses sous-traitants.

Le Titulaire veillera à ce que ses personnels se conforment strictement aux conditions d'accès des locaux de l'établissement telles que ce dernier les aura définies.

Le Titulaire du marché s'engage à enseigner au personnel placé sous son autorité les diverses consignes de sécurité propre aux bâtiments et à contrôler fréquemment que ces consignes sont parfaitement connues des intéressés.

Les personnels du Titulaire doivent, dans les locaux de l'établissement, porter en permanence et de façon très lisible sur leur vêtement de travail, le nom du Titulaire, ou tout autre signe distinct qui sera soumis à l'accord préalable de l'établissement. Des consignes de circulation seront édictées par l'établissement désigné.

Le Titulaire est seul responsable de la discipline et de la bonne tenue de ses personnels dans les locaux. Il établira des consignes précises à leur intention ; ces consignes seront communiquées à l'établissement avant leur diffusion aux personnels concernés.

5.5 – Obligation de résultat

Le présent Marché impose au Titulaire, des obligations de résultats et des obligations de moyens. Les obligations de moyens sont caractérisées par les stipulations des pièces particulières du marché, et complétées par l'offre du candidat.

La garantie de résultat porte sur :

- Garantir la continuité de service,
- Garantir la sécurité des personnes et des biens,
- **Respect des délais d'interventions**

5.6 – Passation de commande

Les fournitures sont commandées par bons de commande signés par le Directeur général ou son représentant.

Les bons de commande indiquent la référence du marché, la désignation des fournitures, la quantité commandée et le prix correspondant au regard de l'annexe financière

Le titulaire du marché proposera l'ensemble des articles figurant au BPU.

L'UGECAM pourra également recourir au titulaire du lot de manière accessoire pour l'achat d'articles hors marché prévus dans son catalogue.

Les spécifications techniques attendues sont indiquées dans le CCTP et ses annexes.

Actuellement, les bons de commande, sont signés électroniquement et envoyés par voie courriel (électronique).

Seuls les bons de commande signés par le pouvoir adjudicateur ou son représentant de chaque établissement peuvent être honorés par le titulaire du lot concerné. Le titulaire est dans l'obligation de transmettre aux services de l'UGECAM PACA Corse une adresse courriel valable et unique, pour réception des bons de commande.

Au titre du présent accord-cadre, il est toutefois souhaité la mise en œuvre, dès le début d'exécution des prestations, d'une solution de commande dématérialisée.

Si le candidat ne dispose pas d'un tel outil, il devra détailler son fonctionnement afin d'obtenir le même résultat notamment la prise de commande, la recherche d'articles, l'extraction statistique.

Aucun minimum de commande ne peut être imposé à l'UGECAM PACA CORSE.

Préalablement à l'établissement d'une commande, le Service Utilisateur pourra prendre rendez-vous, s'il le juge nécessaire, avec le Titulaire du marché afin de déterminer la nature, la quantité, et les dispositions relatives à la livraison et/ou l'installation.

Pour faciliter leur choix, les services pourront consulter de préférence les catalogues dématérialisés (fichier pdf ou site de vente en ligne) ou papier du Titulaire en fonction des besoins du site. Ils pourront demander au Titulaire des conseils sur le choix des produits en fonction des besoins spécifiques du service, de la nature, des quantités ou des dispositions relatives à la livraison.

Dans le cas où un devis est demandé par le Service Utilisateur, préalablement à l'établissement d'une commande, celui-ci doit être fourni par le titulaire dans **un délai maximal de 48h suivant la demande**. Le prestataire précisera cela dans le cadre de Mémoire technique.

5.7 – Modalités de livraison

Une prise de rendez-vous devra être effectuée avant toute livraison, au moins 48 heures avant les opérations de livraison, précisant le jour et l'heure de livraison. Aussi, le Titulaire s'engage à prévenir par mail, le service réceptionnaire de son impossibilité à livrer dans les délais prévus au marché, au moins 24 heures avant la date prévue. Le service déterminera alors les suites à donner.

Le délai de livraison souhaité est de maximum **3 jours ouvrés** pour la France métropolitaine et de **8 jours ouvrés** pour la Corse. Le prestataire pourra proposer un délai plus court dans son mémoire technique.

Toute livraison intervenant après le délai contractuel pourra être annulée purement et simplement sans que le prestataire puisse s'y opposer.

Le matériel doit être livré dans chaque service et conditionné conformément aux bons de commande établis par l'acheteur.

Les livraisons sont effectuées dans un lieu désigné par la personne qui réceptionne les commandes en respectant les contraintes d'accès et les horaires d'ouverture. Ce lieu pourra être le quai de déchargement ou directement en réserve (magasin). Le prestataire devra se conformer aux souhaits de l'établissement.

Les livraisons seront à effectuer conformément au point de livraison indiqué sur le bon de commande. Les différents sites sont répertoriés dans le présent CCAP.

Toute livraison égarée du fait du non-respect de l'adresse de livraison reste à la charge du Titulaire et ne peut être facturée à l'établissement de l'UGECAM PACA CORSE.

Le Titulaire devra s'assurer que le cubage du camion est approprié au site.

Le déchargement est effectué exclusivement par le personnel de l'entreprise, il devra prévoir le personnel suffisant; en aucun cas le personnel de l'acheteur ne pourra être sollicité pour participer à ces opérations.

Les équipements et matériels nécessaires (transpalette manuel, diable) au déchargement et aux montages éventuels seront fournis par le Titulaire. Une fois ces opérations terminées, le personnel de l'entreprise présente un bon de livraison au visa du responsable du service réceptionnaire ou son représentant.

Les livraisons seront accompagnées d'un bon de livraison indiquant obligatoirement :

- Le nom du Titulaire,
- Les numéros et date de commande,
- La désignation de la fourniture,
- Les quantités,

- Les prix unitaire et totaux (HT- TVA –TTC),
- La date de livraison,
- Le numéro de bon de commande.

Toute réserve de la part du réceptionnaire est portée sur le bon de livraison au moment de la réception.

Sont notamment inscrits le cas échéant les produits manquants, le retard de livraison, les anomalies constatées sur les produits et emballages et les produits rejetés.

Le Titulaire faisant appel à un transporteur doit le préciser obligatoirement dans son offre et doit s'assurer que le prestataire chargé du transport dispose des moyens matériels et humains nécessaires à la livraison jusqu'aux lieux indiqués de livraison.

En cas de recours à un transporteur, le prestataire devra lui transmettre tous les éléments nécessaires à la bonne exécution des prestations de déchargement.

Les frais de transport des fournitures sont à la charge du titulaire, qui effectue les livraisons franco de port et d'emballage, dès le premier euro.

Toutefois pour la zone Corse en cas de frais supplémentaire liée à la livraison, le prestataire peut renseigner cela dans le mémoire technique.

Les opérations de livraison sont réputées comprendre :

- L'acheminement,
- Le déchargement des camions,
- La manutention à l'intérieur du bâtiment à l'emplacement indiqué par le personnel de l'acheteur.

Les emballages sont d'une qualité permettant la protection des produits contre toute avarie. Le transporteur doit assurer le maintien en bon état des emballages. Dans le cas contraire la marchandise sera automatiquement refusée.

Les conditionnements et emballages des produits doivent être suffisamment solides afin de permettre leur délutage et leur empilement lors des différentes opérations de déemballage et d'allotissement réalisées par l'acheteur. Ils ne doivent entraîner aucun risque d'écrasement des produits.

En application de l'article 20.2.2 du CCAG FCS les emballages restent la propriété du Titulaire. Il a en charge leur enlèvement et celui-ci les collecte en vue de leur recyclage ou de leur réutilisation.

5.8 – Reprise et échange de produits livrés

La reprise ou l'échange des produits peuvent être demandés dans un délai d'un mois à compter de la livraison sous réserve du bon état des marchandises. Ils s'effectuent gratuitement et font systématiquement l'objet d'un avoir, ou d'un ajustement de la facture s'il s'agit d'un échange.

Le délai de vérification du quantitatif est de 24h sachant que le samedi et le dimanche ainsi que les jours fériés légaux neutralisent ce délai.

La reprise s'effectue dans un délai de 10 jours ouvrés après la demande formulée par la Direction de l'Etablissement.

Lors de la reprise, un bon de reprise est édité par le Titulaire selon les mêmes modalités que pour les bons de livraison.

5.9 – Clause limitative d'exclusivité pour les achats de faible montant

Pour des besoins occasionnels de faible montant l'acheteur peut s'adresser à un prestataire autre que le ou les Titulaires du marché, pour autant que le montant cumulé de tels achats ne dépasse pas 1 % du montant total du marché, ni la somme de 10 000 Euros HT.

Nota : le recours à cette possibilité ne dispense pas l'acheteur de respecter son engagement de passer des commandes à hauteur du montant minimum du marché lorsque celui-ci est prévu.

5.10 – Clause limitative suite à défaut d'exécution

L'UGECAM PACA Corse peut faire procéder par un tiers à l'exécution des fournitures ou prestations prévues par le marché public en cas d'inexécution par le titulaire d'une fourniture ou prestation qui ne peut souffrir aucun retard, ou d'une absence de réponse de la part du titulaire (après une relance écrite de l'acheteur (article 45.1 du CCAG FCS).

Dans le cadre de l'exécution au frais et risques, et en cas de différence de prix au détriment de l'UGECAM PACA Corse, l'augmentation des dépenses sera mise de plein droit à la charge du Titulaire et imputée d'office sur le montant du premier paiement suivant effectué à son profit (45.4 du CCAG FCS).

Article 6 – Réunions au cours de l'exécution

6.1 – Réunion de « lancement de marché »

Dès notification, une **réunion de lancement du marché sera organisée** avec la **direction de l'Etablissement concerné ou toute personne la représentant**, afin d'ajuster le planning de réalisation, la liste des contacts pour chacune des parties, et plus généralement toutes les informations disponibles pour la réalisation des prestations. Les consignes particulières d'exécution, dans l'Etablissement, en matière de sécurité et d'accès aux locaux lui seront si possible remises lors de cette réunion de lancement.

Le délai écoulé entre la notification et la réunion de lancement ne dispense pas du démarrage des prestations.

Il est précisé que cette première réunion de lancement sera programmée à l'initiative du prestataire, dès réception de la notification.

Coordonnées des référents sur site : voir article 4.2 présent CCAP

6.2 – Réunion de synthèse de démarrage

Dans les 60 jours suivant la notification, une **réunion de synthèse de démarrage du marché** sera organisée avec le **service régional des marchés publics et le référent technique régional**, afin de

procéder à un bilan du démarrage du marché, s'assurer de la bonne réalisation des prestations, et de la tenue des réunions de lancement des marchés.

Il est précisé que cette réunion de synthèse de démarrage est programmée à l'initiative du prestataire, dès réception de la notification. Il lui est demandé de contacter **les référents sur site** ci-dessous-désigné. Avec l'accord écrit de ce dernier, et de manière dérogatoire, la tenue de la réunion de synthèse pourra être reportée, pour être concomitante à la réunion de « suivi d'exécution ».

Coordonnées des référents sur site : voir article 4.2 présent CCAP

6.3 – Réunion de suivi d'exécution

Dans un délai de 3 mois précédant chaque date anniversaire du marché, des réunions **de suivi d'exécution du marché** seront organisées avec la **direction de l'Etablissement concerné ou toute personne la représentant**, afin de procéder à un bilan d'exécution du marché, et s'assurer de la bonne réalisation des prestations. Sur demande de la Direction d'Etablissement, le **service régional des marchés publics sera convié à la réunion de suivi**.

Il est précisé que les réunions de suivi d'exécution seront programmées à l'initiative du prestataire.

Coordonnées des référents sur site : voir article 4.2 présent CCAP

Il est par ailleurs précisé que l'acheteur se réserve la possibilité d'organiser toute réunion qui lui semblerait nécessaire à la bonne exécution du marché.

6.4 – Procès-verbal de réunion

Procès-verbal de réunion: un procès-verbal de réunion sera établi par le Titulaire conformément au modèle transmis par l'acheteur lors de la réunion de démarrage du marché. Ce PV sera signé contradictoirement, au terme de chacune des réunions susmentionnées. Un délai de 15 jours ouvrés sera laissé aux parties pour apporter au procès-verbal toute rectification ou modification. Après écoulement de ce délai, le procès-verbal sera réputé admis par les parties et deviendra contractuel.

Article 7 – Stockage, emballage, transport et gestion des déchets

Stockage : Si les documents particuliers du marché prévoient l'obligation pour le Titulaire de stocker des matériels dans ses locaux, celui-ci assume à leur égard la responsabilité du dépositaire durant un délai précisé par les documents particuliers du marché et courant à compter de leur admission (article 20.1.1 du GGAT FCS).

Lorsque le stockage est effectué dans les locaux de l'acheteur, celui-ci assume la responsabilité du dépositaire jusqu'à la décision d'admission (article 20.1.2 du CCAG FCS).

Emballage : La qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et modalités de transport prévues par les documents particuliers du marché. Elle est de la responsabilité du Titulaire. Lorsque cela n'est pas de nature à contrevenir aux règles sanitaires et d'hygiène, le Titulaire utilise des contenants réutilisables, recyclés, recyclables, ou réemployés. Il veille également, dans la mesure du possible, à en réduire les quantités, en volume et en poids (article 20.2.1 du CCAG FCS).

Sauf stipulation contraire dans les documents particuliers du marché, et lorsque cela n'est pas de nature à contrevenir aux règles sanitaires et d'hygiène, les emballages restent la propriété du Titulaire. Celui-ci les collecte en vue de leur recyclage ou de leur réutilisation (20.2.2 du CCAG FCS).

Transport : Le transport s'effectue, sous la responsabilité du Titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité (article 20.3 du CCAG FCS).

Gestion des déchets : La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du Titulaire pendant la durée du marché. Le Titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur. Le Titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.

En cas d'absence de production des éléments attestant la traçabilité des déchets, le Titulaire se voit appliquer, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité dont le montant est fixé par les documents particuliers du marché (article 20.4 du CCAG FCS).

Livraison : Le Titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés. La planification du transport de ces marchandises doit permettre, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur, d'éviter la circulation pendant les heures de pointe. Le Titulaire privilégie le transport groupé des marchandises objet du marché afin de réduire les déplacements des véhicules de livraison. Il favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route (article 21.1 du CCAG FCS).

Article 8 – Opérations de vérification et admission

8.1 – Vérification- Admission-Transfert

Conformément aux articles 27 à 30 du CCAG FCS, à la réception des fournitures et/ou prestations, les opérations de vérification qualitative et quantitative sont effectuées par les responsables des services destinataires.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG FCS, le titulaire n'est pas informé des jours et heures fixés pour les vérifications.

Le pouvoir adjudicateur dispose cependant d'un délai de 15 jours à compter de la réception pour élever d'éventuelles réclamations concernant la qualité ou la quantité des fournitures. L'absence de réclamation dans ce délai de 15 Jours vaut décision d'admission définitive. Le transfert de propriété est réalisé par cette admission définitive qui est également le point de départ du délai de garantie.

Toute marchandise livrée déclarée non conforme doit être enlevée dans les plus brefs délais aux frais du fournisseur.

Conformément aux dispositions de l'article 27.2.1 du CCAG, quels que soient les résultats des vérifications, les frais qu'elles entraînent sont à la charge du pouvoir adjudicateur pour les opérations qui, conformément aux stipulations du marché, doivent être exécutées dans ses propres locaux. **Ils sont à la charge du titulaire dans les autres cas.**

Il est précisé que le fournisseur doit absolument respecter les marques qu'il a proposées dans son offre. Pour toute autre marque proposée, le titulaire devra justifier que les nouvelles marques proposées sont d'une qualité et de propriétés techniques équivalentes (échantillons, fiches techniques, fiches de sécurité).

8.2 – Constat d'exécution du service

Une fiche d'incident (annexe 1 du cahier des clauses administratives particulières - CCAP) portant toutes les constatations relatives aux manquements dans l'exécution de la prestation, établie sous la responsabilité du représentant du site bénéficiaire, par les services effectuant les contrôles, sera transmise au titulaire, dès constat d'un incident.

En tout état de cause, une intervention immédiate du représentant du site bénéficiaire ou de son suppléant, auprès du titulaire ou de son responsable de site, dès constatation d'une mauvaise exécution des prestations, est possible à tout moment, afin que celui-ci procède aux corrections nécessaires avant qu'il ne soit fait application de réfections et/ou de pénalités.

Article 9 – Garantie

Les fournitures et/ou prestations bénéficient de la garantie des fabricants contre tout vice de fabrication ou défaut de matière à compter de leur réception. La garantie proposée doit être au moins d'un an (durée à préciser dans le mémoire technique). Au titre de cette garantie, l'article 33 du CCAG Fournitures courantes et Services s'applique.

Pendant la durée de cette garantie, le titulaire est tenu de remédier aux défauts ou désordres constatés du fait de l'exécution des prestations et/ou de la qualité des pièces, et de procéder, le cas échéant, à toutes les réparations ou adaptations nécessaires dans un délai de 7 jours ouvrés.

La garantie ne s'applique ni aux détériorations provenant d'une usure normale ou de défaut d'entretien ou de surveillance, d'utilisation irrationnelle ou délictueuse, ni aux cas de force majeure.

Pendant cette période, le titulaire assure à ses frais le remplacement de(s) la(les) fourniture(s) défectueuse(s).

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre toutes les revendications des tiers relatives aux brevets, licences, dessins et modèles, marques de fabrique ou de commerce, et tout autre titre de propriété intellectuelle ou industrielle, des fournitures faisant l'objet du présent marché.

Les révisions obligatoires pendant la période de garantie des véhicules de chaque lot sont incluses.

Article 10 – Modalités de détermination des prix

10.1 – Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- Au prestataire de services de chacun des lots et à ses sous-traitants;
- Au prestataire de services mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

10.2 – Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison ou d'installation.

Les prix de référence sont les prix nets HT figurant au tarif public du fabricant en vigueur à la date d'émission du bon de commande, affecté du/ des taux de remise contractuel(s).

Le marché est conclu et exécuté en EUROS. Le suivi et la facturation des prestations se feront dans l'unité EURO retenue pour le marché.

10.3 – Modalités de variation des prix

Ces prix figurent dans l'annexe financière (BPU) annexée à l'acte d'engagement.

Le marché est traité à prix unitaires hors taxes.

Tous les prix unitaires seront réputés fermes pendant la première année du marché.

Prix ajustables (sur barème du fournisseur) :

Les prix sont fermes pendant la première année d'exécution du marché. Ils seront ajustables sur barème, à la demande du Titulaire, à chaque date anniversaire du marché, à la hausse ou à la baisse en fonction du nouveau catalogue, sur la base des tarifs que le Titulaire applique à l'ensemble de sa clientèle et sur lequel sera appliquée la remise contractuelle. La date d'anniversaire du marché est le jour de la réception de la notification du marché. L'évolution du prix résultant de l'appréciation de la référence d'ajustement sera limitée à une augmentation de 2% maximum sur toute la durée du marché. Le Titulaire devra adresser - avant toute répercussion sur sa facturation - 1 mois minimum avant la date d'effet, pour accord, son calcul au service marchés publics : grp-marches-publics.ug-pacac@ugecam.assurance-maladie.fr

Attention ! En cas d'utilisation d'un barème :

- Le barème doit être joint à l'offre et contractualisé ;
- Le barème doit être celui appliqué à l'ensemble de la clientèle du titulaire (pas de barème spécifique en fonction du client) ;
- Le barème doit être daté et numéroté ;
- Le Titulaire s'engage à faire parvenir à l'acheteur l'ensemble des barèmes successifs concernant la prestation objet du marché, qu'ils aient ou non fait l'objet d'une commande au titre du marché ;

- Le pouvoir adjudicateur réclame, lors de la remise de l'offre, les derniers barèmes applicables (ou les liens internet permettant d'y accéder), afin d'appréhender la « variabilité » des tarifs et la périodicité de leur publication
- Les clauses butoir et de sauvegarde mentionnées ci-après sont applicables

L'UGECAM PACA Corse n'exclut pas la possibilité de recourir à l'application d'une clause de réexamen pour la révision des prix d'un commun accord avec les Titulaires du marché à la hausse comme à la baisse.

Pour répercuter de façon équitable et équilibrée les variations des prix de revient (ou prix de production), les prix du contrat varieront - à la hausse ou à la baisse - suite à leur réexamen à chaque date anniversaire ou à une périodicité plus fréquente si le marché le nécessite.

Sur demande du Titulaire ou de l'UGECAM, ce réexamen se fera par le biais de négociations entre l'UGECAM Paca Corse et le Titulaire, en se fondant notamment sur les prix courants de ce dernier. Chaque nouveau prix ne pourra dépasser une augmentation de 2% par rapport à sa valeur précédente. En cas de dépassement, l'UGECAM Paca Corse se réserve le droit de résilier le contrat. Les nouveaux prix seront contractualisés par voie d'avenant.

Si aucun réexamen n'est demandé par le Titulaire à la date anniversaire du contrat ou ponctuellement au regard du contexte sus évoqué, les prix précédents seront utilisés.

A défaut d'accord, la partie la plus diligente pourra saisir le Comité Consultatif de règlement amiable des litiges, qui, après avoir entendu les parties, tentera de les concilier sur le prix applicable pour chaque référence pour l'année à venir. Jusqu'à la détermination du prix, le prix de l'exercice précédent sera appliqué à titre conservatoire, le nouveau prix étant appliqué rétroactivement pour tout l'exercice.

Clause butoir

Chaque prix ne peut évoluer, au cours d'une même année, calée sur la date anniversaire du marché, que de 2% maximum par rapport à l'année précédente. L'augmentation annuelle est ainsi calculée à sur la base des derniers prix révisés. En cas d'augmentation supérieure à la hausse par la Clause butoir, et, à défaut d'accord des parties, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité le marché.

Clause de préavis

Il appartient au titulaire sous peine de forclusion, de notifier en détail, au service marchés publics : grp-marches-publics.ug-pacac@ugecam.assurance-maladie.fr, son nouveau barème de facturation en appliquant la formule précitée et en respectant un préavis de 1 mois.

En cas d'absence de notification dans le délai demandé, la révision annuelle ne sera pas applicable.

Catalogue tarifaire de prix unitaires :

Le soumissionnaire transmet avec son offre un catalogue tarifaire de prix unitaires, complet et détaillé, pour tous les services et les produits qu'il propose en conformité au cahier des charges techniques particulières. Ces prix peuvent faire l'objet de remises dont les modalités d'application sont identifiées dans l'annexe financière (BPU).

Ces prix sont exprimés en Euros hors taxes.

Le catalogue de prix unitaires en vigueur doit pouvoir être consultable à tout moment par l'acheteur

Remises exceptionnelles et prix promotionnel :

Le Titulaire s'engage à faire bénéficier à l'acheteur des prix promotionnels et remises exceptionnelles qu'il pourrait pratiquer dès lors que ceux-ci auraient pour conséquence une diminution du prix du marché, afin que l'établissement puisse en bénéficier ipso facto.

Au cas où ces tarifs promotionnels et remises ne seraient pas communiqués au pouvoir adjudicateur en temps voulu, et que ce dernier soit amené à en prendre connaissance, le Titulaire est redevable du montant intégral des surcoûts imputables à la non-application de ces tarifs promotionnels.

Le Titulaire garantit que les prix n'excèdent pas ceux du tarif qu'il applique à l'ensemble de sa clientèle

Le Titulaire s'engage à faire bénéficier automatiquement l'acheteur des différentes formules de remises accessibles en fonction des prestations utilisées.

Les prix de règlement établis dans les conditions fixées ci-dessus n'ont pas à être constatés par avenant.

En outre, si le Titulaire du marché ne répercute pas la baisse des produits proposés ou s'il applique une hausse de ses tarifs supérieure à celle opérée à l'ensemble de sa clientèle, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité.

La baisse de prix s'applique aux commandes émises pendant toute la durée de la promotion.

Article 11 – Avance

Le montant de l'avance et ses conditions de mise en œuvre sont déterminés par application des articles R 2191-3 à 19 du Code de la Commande Publique.

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, le versement d'une avance prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après, sera effectué pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000,00 € hors taxes et d'un délai d'exécution supérieur à deux mois.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du bon de commande si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification du bon de commande.

Cette avance est égale à 5% du montant initial toutes taxes comprises du bon de commande, si le délai d'exécution du marché n'excède pas 12 mois. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à 12 fois le montant du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

Article 12 – Remboursement de l’avance

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R 2191-11 et 12 du Code de la commande Publique.

Le taux de début du remboursement de l'avance est fixé à 65,00%.

Article 13 – Acomptes et paiements partiels

Les acomptes et paiements partiels définitifs seront versés au titulaire dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG FCS.

Article 14 – Paiement et établissement de la facture

14.1 – Mode de règlement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 (trente) jours.

14.2 – Présentation des demandes de paiement auprès de Chorus Pro

La remise d'une demande de paiement intervient après l'admission des prestations, ainsi que pour les demandes d'acomptes mensuels, au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent, dans le cas des prestations qui s'effectuent de façon continue.

Le titulaire notifie alors au pouvoir adjudicateur une demande de paiement mensuelle établissant le montant total, arrêté à la fin du mois précédent, des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis le début de celui-ci.



Dans le cadre des marchés publics, **la facturation dématérialisée est obligatoire** pour les grandes entreprises (plus de 5 000 salariés) depuis le 1er janvier 2017, pour les entreprises de taille intermédiaire (250 à 5 000 salariés) depuis le 1er janvier 2018, pour les petites et moyennes entreprises (10 à 250 salariés) depuis le 1er janvier 2019, et depuis le 1er janvier 2020 aux très petites entreprises (moins de 10 salariés).

Pour utiliser la facturation électronique, vous devez créer un compte sur la plateforme Chorus Pro afin d'adresser vos demandes de paiement aux entités de la sphère publique dont vous avez remporté le marché. La facturation électronique adressée aux établissements de l'UGECAM PACA CORSE devra ainsi passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « **Chorus Pro** » : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Les demandes de paiement seront déposées via Chorus Pro sur l'un des SIRET suivant en fonction de l'émetteur de la commande :

Nom de l'Etablissement	Adresse	Ville	Code Postal	N° SIRET
SIEGE	42 Boulevard de la Gaye BP 84	Marseille	13009	43017105800372

IUR VALMANTE	42 Boulevard de la Gaye BP 83	Marseille	13009	43017105800398
LE MYLORD	30 rond point de l'amitié	Carpentras	84200	43017105800299
IME de Collobrières	759, Chemin de Camp Bourjas	Collobrières	83610	43017105800042
MAS LA Source à Pignans	Grand Rue	Pignans	83790	43017105800067
FAM les Châtaigniers	759, Chemin de Camp Bourjas	Collobrières	83610	43017105800042
MAS Les Collines	759, Chemin de Camp Bourjas	Collobrières	83610	43017105800042
MAS de BASTIA	Route d'Agliani	Bastia	20200	43017105800430
CMRA Briançon	70, route de Grenoble	Briançon	05105	43017105800174
CPO RHONE AZUR	2 avenue Georges Pompidou	Briançon	05105	43017105800182
CM LE COUSSON	Route de Nice	Digne	04000	43017105800166
CENTRE HELIO MARIN	BP 169	Vallauris	06223	43017105800109
Structures de La Gaude	Route de Saint Laurent du Var Le Plan du bois	La Gaude	06610	43017105800158
Structures de Vence	1028 Chemin de Vosgelade	Vence	06140	43017105800125
Structures de Villeneuve Loubet	Chemin des Hautes Ginestières	Villeneuve Loubet	06270	43017105800117
CMRA Gap	Lieu dit "les Aurouzes" Chemin des peupliers	Gap	05000	43017105800273
SAMSAH VALMANTE	42 Boulevard de la Gaye BP 83	Marseille	13009	43017105800380
CSSR VALMANTE HOP EUROPEEN	3 rue Melchior Guinot CS 20369	Marseille	13003	43017105800265

Indiquer obligatoirement :

- **Le n° Siret de l'établissement concerné par la facture**
- **Le numéro d'engagement¹**
-

En cas de difficulté, vous pouvez contacter :

wal.grp-facturation.ug-pacac@ugecam.assurance-maladie.fr

Ou le **04 92 02 53 24** ou **04 92 02 53 31**

Le non-respect des dispositions précisées ci-dessus entraînera le retour pur et simple de la facture à son expéditeur avec obligation de réémission sous un nouveau numéro

¹ Le numéro d'engagement peut être :

- Un Numéro de commande dont la structure est la n° CL xxxxxxxx du jour/mois/année (x=chiffres)

et une nouvelle date ainsi que la suspension du délai de paiement (articles R. 2192-27 et R.2192-28 du Code de la commande publique).

14.3 – Format des demandes de paiement

Une facture mensuelle sera adressée pour chaque lot.

Les factures afférentes au marché seront établies à terme échu en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le numéro du lot
- Les noms, n° Siret et adresse du créancier ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- Le numéro et la date du marché et de chaque avenant, ainsi que le cas échéant la date et le numéro du bon de commande ;
- La prestation exécutée ;
- Le montant hors T.V.A. de la prestation exécutée, éventuellement ajusté ou remis à jour ;
- Le prix des prestations accessoires ;
- Le taux et le montant de la T.V.A. ;
- Le montant total des prestations exécutées ;
- La date.

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique selon la réglementation en vigueur.

14.4 – Intérêts moratoires

Le défaut de paiement fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Conformément au Décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros. Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais

- Ou en l'absence de numéro de commande, un Numéro du Marché + mois/année

de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

Article 15 – Dispositions applicables en cas de titulaires étranger

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes du marché est l'euro(s). Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance devra comprendre une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse, ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les Tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N° du ayant pour objet Ceci concerne notamment la loi N° 75-1334 du 31 Décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en euro(s) et adressées à l'entrepreneur principal; leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Toutes les correspondances que je pourrai adresser seront rédigées en français. "

Article 16 – Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, voici le barème des pénalités appliquées dans le présent marché :

Chaque fois que l'UGECAM PACA CORSE constatera :

- Un non-respect des délais d'exécution que ce soit dans les prestations forfaitaires ou non forfaitaires,
- Une inexécution totale ou partielle de l'une quelconque de ses prestations.

Le Titulaire sera passible d'une pénalité applicable de plein droit sans mise en demeure préalable, ni invitation au Titulaire de présenter des observations. Un rappel écrit (courriel, fiche incident...) pourra émaner de l'UGECAM Paca Corse, mais il ne conditionne pas l'application des pénalités.

En effet, compte tenu des résultats à atteindre et de la nécessité d'assurer en permanence et dans les meilleures conditions la continuité de service, en cas de non réalisation par le Titulaire des obligations liées au présent contrat, l'UGECAM Paca Corse appliquera les pénalités définies ci-après.

N°	Défauts constatés	Pénalités
1	Retard dans le délai de livraison	30 € / jour de retard
2	Retard dans le délai de prise en charge ou de remplacement d'un article défectueux ou non conforme	30 € / jour de retard
3	Défaut d'exécution des prestations / non-respect des dispositions des CCAP et CCTP	50€ par constat, cumulable avec la pénalité afférente au retard d'exécution
4	Retard dans la remise des documents visés au cahier des clauses techniques particulières	30€ / jour de retard
5	Retard dans le délai de remise des devis pour les commandes hors BPU	20 € / jour de retard
6	Absence aux réunions	30 € / constat
7	Absence d'identification du personnel/ ou non-respect des mesures sanitaires	40 € / constat

Pour tout autre retard constaté à la bonne exécution, il sera fait application de la pénalité suivante, calculée par application de la formule $P = (V * R) / 300$ dans laquelle :

P = montant des pénalités ;

V = valeur pénalisée ; cette valeur est égale à la valeur des prestations en retard ou mal exécutée, exceptionnellement de l'ensemble des prestations, si le retard de livraison d'une partie rend l'ensemble inutilisable. Cette valeur est celle des prix figurant au marché éventuellement actualisés, mais non révisés ;

R = nombre de jours de retard ou constat de mauvaise exécution

Par ailleurs, il est précisé que, sauf indication contraire :

1. Toute heure, jour calendaire ou mois commencés sont comptabilisés. Outre la suppression du règlement des prestations non fournies, les pénalités définies ci-dessus sont journalières (le nombre total d'heures de retard ou d'interruption étant transformé en nombre de jours par arrondissement au nombre entier supérieur).
2. Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le Titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000 € pour l'ensemble du marché.
3. Ces pénalités sont cumulables non forfaitaires et non libératoires. Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS, les pénalités sont révisables et cumulables, dans la **limite du plafond de 30%** du montant consommé HT annuel du marché considéré. En cas de dépassement du plafond précité, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de résilier le marché aux torts du Titulaire.
4. Conformément à la règle jurisprudentielle de la proportionnalité des pénalités au dommage, l'acheteur se réserve la possibilité de modérer exceptionnellement les pénalités applicables.
5. Si l'UGECAM Paca Corse demande l'application des pénalités décrites ci-dessus et que le Titulaire les conteste, il appartiendra à ce dernier de prouver que leurs conditions d'application ne sont pas remplies et que les défauts constatés ne sont pas dus à un manquement à ses obligations.

Pénalité pour travail dissimulé :

Si le Titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, l'acheteur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC du marché consommé au moment du constat du manquement.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

Article 17 – Comité consultatif de règlement amiable des différends

L'acheteur et le Titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Tout différend entre le Titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du Titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification. Ce mémoire doit être communiqué à l'acheteur dans un délai de deux mois courant à compter du jour où le différend est apparu (article 46.2 du CCAG FCS).

Le délai de communication du mémoire de réclamation est prescrit sous peine de forclusion.

Conformément à l'article R2197-16 du Code de la commande publique, l'acheteur et le Titulaire peuvent recourir au comité consultatif amiable des différends ou litiges aux marchés publics.

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics : Catherine Pietri CCRA de Marseille Tél : 04.84.35.45.54

Mél : catherine.pietri@paca.gouv.fr

Adresse postale : Préfecture de la région Provence Alpes Côte d'Azur

Secrétariat général pour les affaires régionales (SGAR)

CCRA de Marseille

Place Félix Baret

CS 80001

13 282 Marseille cedex 06

Si toutefois, le litige persiste après avoir fait recours au comité consultatif, un délai de recours contentieux de deux mois est instauré pour les réclamations auxquelles a donné lieu le solde du marché. Le Titulaire dispose d'un délai de deux (2) mois, à compter de la notification de la décision prise par l'acheteur ou de la naissance de la décision implicite de l'acheteur lorsqu'il ne notifie pas sa décision après réception du mémoire en réclamation (article 46.5 du CCAG FCS) pour porter ses réclamations devant le tribunal administratif compétent.

Article 18 – Résiliation

Le marché pourra être résilié dans les conditions fixées par les articles 38 à 45 du Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) « Fournitures Courantes et Services », et dans les cas visés par le Code de la Commande Publique.

18.1 – Résiliation pour événement liés au marché

Lorsque le Titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, l'acheteur peut résilier le marché, de sa propre initiative ou à la demande du Titulaire (article 40.1 du CCAG FCS).

En complément des motifs mentionnés par l'article 40.2 du CCAG FCS : **en cas d'inexécution par le Titulaire d'une quelconque de ses obligations résultant du présent marché, ce dernier pourra être résilié par l'acheteur quinze (15) jours après mise en demeure restée infructueuse, précisant l'inexécution visée ainsi que l'intention de résilier le marché.**

18.2 – Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS portant sur la résiliation pour motif d'intérêt général : il n'est pas prévu d'indemnité de résiliation.

Après mise en demeure restée infructueuse, le marché peut être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D. 8222-5 du code du travail.

La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assorti d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose de 15 jours à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celles-ci pour présenter ses observations.

L'acheteur peut également résilier le marché aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus à l'article 48 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Article 19 – Clause de réexamen

Dans le cas d'un besoin nouveau en cours d'année, résultant d'une modification réglementaire ou de prestations nécessaires et non prévues au marché, l'UGECAM PACA Corse détermine, par ordre de service simple, les nouvelles prestations qu'elle escompte ajouter. Le rajout de poste de prix se fera dans les conditions suivantes :

- Prix en lien direct avec l'objet du marché et inséré dans une des familles du Bordereau des Prix
- Prix ne dépassant pas le prix le plus élevé de la famille
- Prix n'impactant pas de plus de 5% le montant du marché : l'activation sera réalisée par ordre de service
- Si le prix impacte de plus de 5% le montant du marché : un avenant sera réalisé.

Par ailleurs, l'UGECAM PACA Corse se réserve la possibilité de réexaminer les conditions financières, notamment dans les cas suivants :

- En cas de modification de l'environnement économique portant atteinte à l'économie générale de la convention ou à son équilibre financier,
- En cas d'événements extérieurs [aux parties] perturbant durablement ou sensiblement le service ou l'organisation du service,
- Si des modifications ou évolutions de la législation, de la réglementation ou de tout autre texte externe s'imposant de droit [à l'acheteur], entraînent des variations de charges ou la création de charges nouvelles, non prévisibles, mesurables ou en vigueur au moment de la signature de la présente convention.

L'UGECAM PACA Corse n'exclut pas la possibilité de recourir à l'application d'une clause de réexamen pour la révision des prix d'un commun accord avec les Titulaires du marché à la hausse comme à la baisse conformément aux éléments renseignés dans l'article du présent document relatif à la « Variation de prix ».

Les conditions financières de la présente convention seront ainsi réexaminées par les parties à l'initiative de la plus diligente d'entre elles et pendant toute la durée de son exécution.

Toute modification décidée ou acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen des conditions financières fera l'objet d'un avenant ou d'un ordre de service, à la présente convention.

Article 20 – Clause environnementale

Dans le cadre de la démarche de développement durable instaurée par l'UGECAM PACA Corse conformément à l'article 16.2.1 du CCAG FCS, les articles proposés pendant toute la durée d'exécution de ce marché, devront limiter au maximum :

- La consommation d'énergie pour les matériels électriques,
- Le niveau de décibels, pour les matériels électriques,
- La présence de solvant pour les produits de peinture,
- La production de déchets. Pour cela, les articles proposés dans l'annexe financière, pendant toute la durée d'exécution du marché ne devront pas correspondre aux produits « premiers prix » dont la durée de vie est limitée par le choix des matériaux et par un coût de réparation proche du prix de remplacement du produit. Le candidat devra proposer donc dans son offre des articles présentant un bon rapport qualité/prix.

Les éléments d'information (consommation d'énergie, d'eau, nombre de décibels...) doivent être affichés sur tous les articles, de la même façon en magasin que sur les sites Internet ou catalogues, pour faciliter la comparaison des produits de différentes marques vendues par le titulaire.

S'il met en œuvre de façon volontaire des techniques et processus intégrant la notion de développement durable dans le cadre de son activité et de l'exécution des accords-cadres, il doit être en mesure d'en apporter la preuve.

Outre la réglementation en vigueur en collectivité, le titulaire respecte les préconisations suivantes :

- Optimisation des emballages : emballages recyclables, minimisation du suremballage, réduction des déchets d'emballage... ;
- Optimisation des flux logistiques.

Le titulaire du marché devra en outre, assurer un rôle de conseil auprès des services, par téléphone (ou exceptionnellement en magasin) et être en mesure de leur proposer le ou les produit(s) qui répondent au mieux à leur besoin et aux exigences du développement durable.

Ainsi au regard de l'annexe financière, le Titulaire devra autant que possible proposer des produits écoresponsables notamment pour les lots 1, 2 et 5.

Dans le cadre de la réglementation concernant des déchets (électrique et autres), le Titulaire mettra à disposition des établissements de l'UGECAM PACA CORSE un circuit d'enlèvement de ces matériels : lampes, tubes fluorescents, piles et accumulateurs et autres ...

Les établissements s'engagent à ne faire éliminer par le Titulaire que les éléments achetés dans le présent marché public et ne pourra donc éliminer des déchets autres que ceux achetés en équivalence (exemple : 1000 lampes achetées pour 1000 lampes à détruire).

En cas d'utilisation de cette clause, des pénalités pourront être prévues en cas de manquement du Titulaire à ces obligations, ou à toute autre obligation fixée par les documents particuliers du marché,

le montant des pénalités devant être fixé par l'acheteur dans ces documents (article 16.2.3 du CCAG FCS).

Article 21 – Confidentialité

L'article 5 du CCAG FCS est complété comme suit :

21.1 – Confidentialité des échanges dans le cadre du marché

Les parties s'engagent à ne pas divulguer les informations confidentielles échangées dans le cadre du présent marché et s'engagent à prendre toutes mesures propres à empêcher une telle divulgation. Elles se portent fort du respect par leurs salariés de cette obligation de confidentialité, même après que ceux-ci auront cessé leurs fonctions.

Cette obligation se maintient pendant toute la durée d'exécution du marché, mais aussi à son terme tant que ces informations n'ont pas été rendues publiques par la volonté de l'UGECAM Paca Corse.

Le titulaire pourra toutefois communiquer lesdites informations à ses fournisseurs ou sous-traitants sous réserve de leur imposer la même obligation de non divulgation.

L'UGECAM Paca Corse pourra, quant à elle, en application de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 relative à la communication des documents administratifs, communiquer le marché à toutes personnes intéressées, dans les conditions précisées par la commission d'accès aux documents administratifs (CADA).

Préalablement à cette communication, l'UGECAM Paca Corse s'engage à expurger des dispositions contractuelles toutes informations relatives à la vie privée, au secret industriel, commercial.

21.2 – Confidentialité des données

Les supports informatiques fournis par l'UGECAM Paca Corse au titre du présent du marché et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le titulaire restent la propriété de l'UGECAM Paca Corse.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre toutes les mesures au titre du RGPD. Tout manquement sera susceptible d'entraîner des sanctions, voire la résiliation.

Les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du Code pénal). Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le titulaire du présent marché s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage donc à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel, c'est-à-dire notamment à :

- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent marché;

- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché;
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du présent marché;
- Prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent du marché ;
- Et en fin de marché à :
 - Procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies ;
- Ou à :
 - Restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent marché.

A ce titre, si le titulaire sous traite sa prestation, les stipulations ci-dessus s'appliquent au sous-traitant. Le titulaire prendra toutes les dispositions pour que ces obligations soient respectées.

L'UGECAM Paca Corse se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par un tiers qu'elle aura préalablement agréé.

Il est rappelé que, en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du Code pénal.

L'UGECAM Paca Corse pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

Article 22 – Assurances

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le Titulaire doit justifier qu'il est couvert par une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par et pendant l'exécution des travaux d'installation ou de maintenance (article 9 du CCAG FCS).

Le Titulaire veillera à fournir une attestation d'assurance valide tous les ans.

Article 23 – Obligations du titulaire

Le titulaire doit remettre :

- Une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.
- Une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de ses obligations sociales et fiscales datant de moins de 6 mois.

La circulaire 14 févr. 2012, NOR : EFIM1201512C, Guide de bonnes pratiques en matière de marchés publics (Article 17.1.1) fait peser, à cet égard, une obligation de vigilance sur le donneur d'ordre.

Cette attestation doit être demandée tous les six mois durant l'exécution du contrat.

Depuis la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 (Article 93) de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, tout contrat écrit, passé par une personne morale de droit public, doit prévoir qu'une pénalité peut être infligée au cocontractant qui ne respecterait pas les obligations prévues aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Article 24 – Modification dans la situation du titulaire

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai à L'UGECAM PACAC Corse, les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de s'engager,
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité,
- À sa raison sociale ou sa dénomination,
- À son adresse ou son siège social,
- À son relevé d'identité bancaire,
- Et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement du titulaire pouvant influencer sur l'exécution de l'accord-cadre.

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège ou de domicile, du compte à créditer doit être notifié par lettre recommandée avec accusé de réception au siège de L'UGECAM PACA Corse. Cette notification doit être accompagnée, selon les cas, d'un nouveau RIB et d'une copie de l'annonce légale.

Ou changement entraînant la création d'une nouvelle personne morale (fusion, absorption, la reprise de société dans le cadre de liquidation judiciaire, ...) ou d'une nouvelle personne physique doit être notifié par le Titulaire.

L'UGECAM PACA Corse vérifiera à ce titre que le nouveau Titulaire dispose des moyens financiers et techniques lui permettant d'assurer la continuité du marché et vérifie également la régularité des certificats attestant de sa situation fiscale et sociale.

Suite à cette vérification, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau Titulaire.

Si le cessionnaire ne possède pas les capacités pour exécuter le marché, l'administration procédera à la résiliation du marché sans indemnités ni préavis.

Article 25 – Evaluation de la prestation

L'UGECAM Paca Corse met en place une évaluation de ces prestataires dans le cadre d'une démarche qualité de sa politique d'achats.

Tout au long de l'exécution du marché, le prestataire est évalué sur le respect de ses engagements définis dans les pièces contractuelles et dans l'offre du prestataire lors de l'attribution du marché.

A la fin de l'exécution de la prestation, l'UGECAM pourra établir un rapport d'évaluation d'exécution de sa prestation basée sur des informations réelles et fiables qu'il notifiera au titulaire. Le titulaire disposera d'un délai de 15 jours calendaires à compter de la réception de cette notification pour user de son droit de défense. Il fournira à la personne publique toute justification aux faits qui lui sont, le cas échéant, reprochés qu'il jugera utile.

Ce dossier d'évaluation pourra être notamment pris en compte lors de consultations ultérieures lancées par la personne publique, dans le cadre des expériences préalables réalisées par le prestataire pour des prestations similaires au cours des cinq dernières années.

Article 26 – Dispositions spécifiques à une situation sanitaire grave

**Contexte spécifique lié au COVID ou à toute situation d'une particulière gravité ayant un impact sur le fonctionnement normal des établissements ou services de l'UGECAM PACA Corse*

Les dispositions suivantes complètent l'article 24 du CCAG FCS.

Dans le cadre du présent marché, le Titulaire est tenu au strict respect des mesures gouvernementales (COVID ou autre) actuelles et futures ainsi que des gestes barrières.

Compte tenu de l'environnement sanitaire dans lequel le personnel du titulaire est tenu à évoluer, un respect parfait des mesures barrières (masque, désinfection des mains, distanciation sociale ...) et autres mesures sanitaires obligatoires, est exigé. Le non-respect de la présente disposition entraînera l'application des pénalités prévues à l'article 15 du CCAP.

En outre l'acheteur se réserve le droit, sans qu'il ne soit possible au titulaire de demander des indemnités ou un quelconque dédommagement, de refuser l'entrée ou de congédier un personnel du Titulaire de manière définitive en l'absence de masque ou de respect des mesures de prévention (COVID-19 ou autre) et des gestes barrières.

Au surplus si le prestataire intervient dans un contexte sanitaire grave (COVID-19 ou autre) et qu'il se déplace avec du matériel, alors le Titulaire est tenu de désinfecter lesdits matériels après installation afin de prévenir tout risque de contamination.

Le contexte du COVID-19 ou de toute autre pandémie peut également amené à rendre l'exécution des dispositions contractuelles difficiles :

- ✓ Le Titulaire s'engage à mettre tout moyen en œuvre afin d'assurer la continuité du service et l'exécution de ses obligations contractuelles dans la mesure où c'est également le souhait de l'établissement ou du service de l'UGECAM.
- ✓ Le Titulaire informe sans délai et par écrit l'acheteur dès qu'il a connaissance d'une difficulté résultant des mesures gouvernementales relatives à la pandémie (au COVID-19 ou autre) pouvant amener à rendre l'exécution contractuelle difficile.
- ✓ A la suite de cette information, une réunion d'urgence entre l'acheteur et un représentant du Titulaire habilité à l'engager est organisée afin d'exposer les contraintes de chacun et de trouver une solution satisfaisante pour les deux parties. Cette solution est actée par la voie d'un avenant au contrat.
- ✓ Les réunions d'urgence pourront se tenir à distance (visioconférence ou par téléphone) si le contexte ne permet pas une rencontre physique.

Ces dispositions concernent la période sanitaire actuelle comme toute autre situation sanitaire nationale plaçant les établissements, services de l'UGECAM et les entreprises Titulaires, dans un contexte rendant l'exécution des prestations difficile voire impossible.

Deux situations sont donc à envisager :

- Les deux parties sont en mesure de maintenir la prestation dans des conditions normales ou aménagées. Dans ce cas, si les deux parties en sont d'accord, la prestation peut être maintenue.
- Une seule des parties est en mesure de réaliser la prestation.

Dans ce cas, l'autre partie doit être avertie au plus tôt de cette incapacité d'exécution du marché et les parties conviennent d'une suspension, d'un report ou d'une annulation des prestations. Les mesures indemnitaires du Prestataire se feront dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur.

Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que les parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou son ampleur ou du fait de l'édition par une autorité publique des mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par l'acheteur. Si la suspension est demandée par le Titulaire, l'acheteur se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais (article 24.1 du CCAG FCS).

Dans un délai adapté aux circonstances et **qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations**, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du Titulaire pendant la suspension. Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements.

A défaut d'accord entre les parties, le Titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans

les conditions mentionnées à l'article 46 du CCAG FCS, portant sur le règlement des différends entre les parties.

Article 27 - Dérogations

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

- Dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG FCS dans l'article 2.4 du présent CCAP
- Dérogation à l'article 13.1.2 du CCAG FCS dans les articles 3.1 et 3.2 du présent CCAP
- Dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG FCS dans l'article 3.2 du présent CCAP
- Dérogation article 27.3 et 28.2 du CCAG FCS dans l'article 8.1 du présent CCAP
- Dérogation à l'article 14.1.1 et 14.1.3 du CCAG FCS dans l'article 16 du présent CCAP
- Dérogation à l'article 42 du CCAG FCS dans l'article 18.2 du présent CCAP

FICHE D'INCIDENT valant mise en demeure

Site :

Titulaire :

Marché n° :

N° de BC :

UTILISER IMPERATIVEMENT CETTE FICHE POUR TOUT INCIDENT

1	NATURE DE L'INCIDENT	Cochez la case correspondante	Détail(s) du ou des incidents
	Retard dans les délais d'exécution		
	Mauvaise exécution		
	Problème de facturation		
	Non communication des rapports		
	Autres (à détailler)		

2	ACTIONS MENEES	Cochez la case correspondante	Observations éventuelles
	Remarque verbale au fournisseur		
	Remarque écrite au fournisseur (@...)		
	Autres (à détailler)		

3	TRAITEMENT PAR LE TITULAIRE	Cochez la case correspondante	Observations éventuelles
	Incident (s) traité(s) rapidement		
	Incident en cours de règlement		

Incident non réglé à ce jour = demande en urgence d'actions correctives		
-------------------------------------------------------------------------	--	--

Note interne : partie à ne compléter qu'en cas de souhait de voir appliquer les pénalités			
4	SANCTIONS <i>note interne : à ne compléter qu'en cas de souhait d'appliquer les pénalités</i>	Cochez la case correspondante	Observations éventuelles
Demande d'application des pénalités <i>(complété par le référent en charge du suivi du marché)</i>			Montant des pénalités applicables : <i>(partie complétée par le service marchés publics)</i>
Validation du service marchés publics <i>(validation par apposition d'une croix ou par courriel interne)</i>			
Validation du Directeur d'Etablissement <i>(validation par apposition d'une croix ou par courriel interne)</i>			

Commentaire (s) complémentaire(s) :

.....

.....

.....

.....

.....

DESTINATAIRES :

- TITULAIRE
- Directeur d'Etablissement
- Service des marchés publics

Nom et Signature de l'émetteur de la fiche d'incident : Nom :	A, Le Signature :
--------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------